

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

**Faire face à l'urgence
sociale et sanitaire**



**imposer notre contrôle
sur la société**

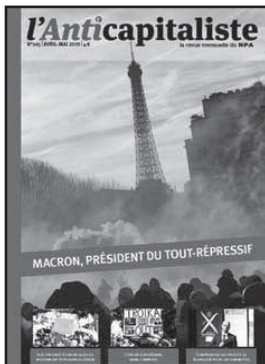
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités...

C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !



Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom: _____ Prénom: _____

Apt, Esc, Bat : _____

N°: _____ Rue: _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito

p.3

Dans la Santé

p.4-5

- Au CHU comme ailleurs, le Covid souligne l'incurie des dirigeants
- Après le Ségur, on est loin du compte !
- Grève à l'Ehpad du Vigean à Eysines
- A Charles Perrens, le virus à bon dos

Nos vies, pas leurs profits

p.5-9

- à la PIC de la Poste de Cestas...
- GFT Blanquefort : face à la complicité de Ford et Magma, pas de «wait and see»
- Monnaie de Paris Pessac : embauche de nos collègues intérimaires
- Syndicalistes et gilets jaunes « pour faire converger les luttes et les colères ».
- Dassault : la direction prépare son plan...
- Dans l'aéronautique, une bataille globale contre les salariés
- CNB, 65 à 75 emplois supprimés
- Après le 17 septembre, construire nos perspectives

Dans l'Éducation

p.10-11

- Face à l'incurie de Blanquer et du gouvernement, ne compter que sur nous-mêmes !
- Halte à la répression !
- Masques dans les écoles : le grand carnaval !
- Bordeaux Métropole et la Région dans leurs belles (basses) oeuvres...

Dans la jeunesse

p.12

- La jeunesse universitaire ne doit pas payer la crise sanitaire et économique !
- La jeunesse refuse la précarité !

Leur société

p.13

- A Bordeaux : contre l'insécurité sociale des démagogues de tous bords !
- Député harceleur

NPA

p.14-15

- Le 24 octobre, le NPA33 invite au débat, réservez votre journée !
- 80 ans après l'assassinat de Trotsky, l'actualité de son combat pour les révolutionnaires d'aujourd'hui

A lire

p.15-16

- *Texaco, et pourtant nous allons gagner*, une BD de S.Tardy-Joubert, P.Fajardo, D.Roudeau
- *Black Lives Matter, le renouveau de la révolte noire américaine*, de KeeangaYamahtta Taylor

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Faire face à l'urgence sociale et sanitaire, imposer notre contrôle sur la société

Au début du mois, le gouvernement lançait son plan « *France relance* », des centaines de milliards pour prétendument « *sauvegarder l'emploi* », restaurer la « *souveraineté industrielle* », assurer la transition écologique de l'industrie... Mais l'annonce par Bridgestone de fermer son site de Béthune avec ses 863 salariés est venue brutalement dégonfler la baudruche. Depuis, le gouvernement s'agite, prétend qu'il ne laissera pas faire, mais chacun sait ce que valent ces promesses...

« *France relance* » est la poursuite de la politique qu'il mène depuis mars : arroser de milliards les grandes entreprises. Côté « *sauvegarde de l'emploi* », le bilan est sans appel : le plan de Bridgestone vient s'ajouter à une longue liste de plans de suppressions d'emploi, Auchan, Beneteau, Général Electric, etc. Depuis le 1^{er} mars, une multitude de plans sociaux ont détruit plus de 50 000 emplois, trois fois plus qu'après la crise de 2010. Avec les licenciements individuels, les travailleurs indépendants qui ont dû mettre la clé sous la porte, plus de 700 000 personnes ont perdu leur travail au cours du 1^{er} semestre 2020.

Les multinationales, elles, ne craignent pas la faillite. Gavées de milliards, elles continuent de verser de copieux dividendes à leurs actionnaires. Certes, une partie des licenciements qu'elles prévoient sont des conséquences des baisses de production qu'elles subissent. Mais, à l'instar de Bridgestone, elles mettent aussi à profit la situation créée par la crise sanitaire pour mener à bien des plans de restructuration prévus de longue date, sans autre objectif que d'optimiser leurs profits. Elles le font avec le soutien politique et financier de l'Etat.

« *France relance* » : un plan de guerre de classe

Le plan « *France relance* » s'inscrit dans cette logique, au service du grand patronat, contre les travailleurs et la jeunesse.

Le gouvernement a montré et continue de montrer son incapacité à maîtriser, autrement que par des mesures policières, l'évolution de la pandémie de Covid. Contraint par la pression sociale à accorder des revalorisations de salaire aux soignants, il refuse de financer les besoins en matériel et personnel qui permettraient aux services de santé d'assurer leur fonction dans des conditions décentes. Et c'est la même incurie, le même bricolage qui prévaut dans l'Education comme on peut le voir en cette rentrée scolaire.

Il ne maîtrise pas plus la situation économique. Les centaines de milliards de cadeaux aux patrons s'envolent dans la spé-

culacion boursière. La dette publique flambe, préparant un nouveau krach financier. Les multinationales déplacent leurs entreprises à leur guise, se moquant éperdument des prétendues velléités de « *relocalisations* » du gouvernement. Elles n'ont pour boussole que leur profit immédiat, et tant pis si cela conduit l'ensemble de la société dans le mur.

Tandis que les milliards pleuvent sur le patronat, une catastrophe sociale se prépare pour les travailleurs et la jeunesse : chômage massif, précarité, misère, surexploitation pour celles et ceux qui auront le « *privilège* » d'avoir un emploi.

Incapables de freiner cette marche à l'effondrement et conscients que cela ne peut qu'exacerber la révolte sociale, Macron et le gouvernement se préparent à l'affrontement. Ils accentuent la pression policière et se sont engagés dans une surenchère réactionnaire, encourageant le nationalisme, le racisme, la xénophobie, avec la campagne nauséabonde lancée contre le « *séparatisme* ». Macron cherche à nous diviser, à désarmer notre camp.

Notre propre plan, pour la défense de nos intérêts et un autre monde

Nous n'avons pas d'autre choix que de nous préparer, nous aussi, jeunes et travailleurs, à l'affrontement. Nous préparer à résister collectivement à la recrudescence des offensives du pouvoir sur nos retraites, nos droits sociaux et démocratiques. Nous préparer à faire face aux conséquences désastreuses de l'effondrement dans lequel le capitalisme en faillite nous entraîne, opposer aux plans destructeurs de Macron et du Medef un plan de défense de nos intérêts.

Pour répondre à l'urgence sanitaire, en exigeant que des investissements massifs soient réalisés dans le service public de santé, en équipements et embauches. Pour faire face à la vague de licenciements qui est en train de déferler, en nous y opposant collectivement pour imposer la répartition du travail entre toutes et tous sans perte de salaire.

De telles mesures sont vitales pour la grande majorité de la population. Elles se heurtent de plein fouet au pouvoir des patrons de faire ce qu'ils veulent de leurs entreprises, à la propriété. C'est pourquoi ce plan d'urgence sociale et sanitaire s'inscrit nécessairement dans un plan plus général, la perspective d'un changement révolutionnaire, la prise en main par les travailleurs et la jeunesse du contrôle économique et politique de la société.

Au CHU comme ailleurs, le Covid souligne l'incurie des dirigeants

Très présent sur Twitter et dans la presse, aux côtés de la préfète lors de sa conférence, le directeur général du CHU, ancien chef de cabinet de Buzin, a maintes fois assuré que si « *tous les signaux sont au rouge* », le CHU « *est prêt pour faire face à une deuxième vague* ». Dans Sud Ouest le 22 septembre, il renchérit : « *la situation n'est pas alarmante, elle est maîtrisée* »...

Dans les services, on est bien moins serein ! La direction répète que le CHU peut passer à 300 lits de réanimation au lieu de 180. Mais avec quels moyens, quel personnel, et quelles conséquences pour les autres malades ?

A Sud Ouest qui demande si le CHU va activer le plan blanc (qui permet de dégager des moyens immédiats en rappelant entre autre des personnels), le DG répond sans sourciller « *On n'en est pas là du tout* ». Les consignes diffusées au personnel du CHU la veille, 21 septembre, ont un tout autre ton : « *Le CHU peut être appelé à passer en plan blanc à tout moment : les personnels sont invités à rester à proximité immédiate du site hospitalier, les voyages interrégionaux et internationaux sont fortement déconseillés* »...



Supers héros contre supers tartuffes !

Plus de 300 agents ont été infectés par le Covid depuis août. Et à de rares exceptions près, les collègues « contact » sont maintenus en service.

Le syndicat SUD a rendu public un courrier adressé à la Direction le 15 septembre dans lequel il s'inquiétait qu'aux cuisines de Pellegrin « *sur plus de 120 agents qui composent l'équipe, 7 sont positifs. Environ 80 agents travaillent quotidiennement et se croisent dans ce service avec des mesures barrières parfois difficiles à appliquer* ». Le syndicat dénonce l'absence de « *directive sur la marche à suivre et ce 10 jours après le 1^{er} cas testé Covid +. Le dépistage des agents des cuisines repose pour la grande majorité sur une volonté de leur part* »...

La direction du CHU s'appuie sur les recommandations de l'ARS : « *pour les professionnels asymptomatiques ayant eu un contact à risque avec porteur du SARS-COV2 [...] l'éviction n'est pas systématique* », à condition de... « *limitation stricte de toute activité extra-professionnelle (sociale, activités sportives) jusqu'à l'obtention des résultats PCR* ». Les personnels de santé, ces « héros », peuvent donc continuer à travailler quand ils sont cas contact... mais pas avoir une vie sociale !

Comment ils disaient déjà il y a quelques mois... « *le masque ça sert à rien* » ?

Isabelle Ufferte

Après le Ségur, on est loin du compte !

Le ministre de la Santé, Véran, a finalement annoncé que dans les hôpitaux le versement de la première partie de l'augmentation des salaires obtenue par les personnels hospitaliers serait versée au plus tard en octobre (avec effet rétroactif à septembre) au lieu de janvier comme cela avait été annoncé... Faut croire qu'il y a une petite inquiétude au gouvernement, bien placé pour savoir que ces augmentations de 90 € puis 93 € net supplémentaires en mars prochain sont déjà loin du compte.

Dans les cliniques privées, l'augmentation issue du Ségur sera de 160 € net versés aussi en deux fois : 80 € en janvier avec effet rétroactif au 1^{er} septembre et 80 € à partir de mars. Mais cette augmentation ne sera pas financée par les propriétaires



et actionnaires des cliniques qui s'enrichissent sur le dos du personnel et de la Sécu... mais par l'Etat ! Et ce ne sera pas une véritable augmentation de salaire, mais une prime mensuelle qui

pourra être supprimée, si le financement de l'Etat ne suivait plus.

Dans le public comme dans le privé, ces augmentations ont été gagnées par nos mobilisations qui durent depuis des mois, des années. La crise sanitaire, la colère des personnels et l'opinion publique ont contraint le gouvernement à lâcher des augmentations substantielles. Mais on est loin du compte !

D'une part c'est loin des 300 euros exigés, mais ça ne règle en rien le manque aigu de personnels, de matériel et de lits. Une pénurie criminelle dont chacun mesure à nouveau l'ampleur alors que menace une deuxième vague et que le nombre d'hospitalisations réaugmente.

Isabelle Larroquet

Ehpad du Vigean à Eysines

Grève pour les salaires et les conditions de travail

Les 16 et 17 septembre, les salariés de cet Ehpad se sont mis en grève, à l'appel de la CGT, pour dénoncer leurs conditions de travail déplorables, une situation alarmante avec des arrêts maladie et des accidents du travail en cascade, le non-remplacement des absences, des sanctions disciplinaires... et les salaires au ras des pâquerettes.

Cet Ehpad appartient à l'Association Foyers des Aînés qui possède plusieurs établissements dans la région. Début juillet, les salariés du groupe s'étaient déjà rassemblés devant le siège social à Pessac pour les mêmes raisons.

Depuis, rien n'a changé. Pire même, la direction locale ne cesse de tenter d'intimider le personnel et les élus. Si pour le moment les grévistes n'ont obtenu que des promesses, les liens tissés sont précieux pour la suite.



Correspondantes

Psychiatrie : à Charles Perrens le virus a bon dos

Depuis le 7 septembre, l'hôpital Charles Perrens est passé en Plan blanc. C'est le seul en Gironde, même le CHU ne l'est pas. Officiellement, il s'agit d'anticiper la seconde vague de Covid 19.

Un service dédié Covid est ouvert pour les quelques patients positifs détectés. Dans le même temps, la direction a décidé de réintégrer les personnels des services extra hospitaliers dans les services intra hospitaliers pour pallier les besoins des services, tout cela soi-disant sur la base du volontariat, sans toucher aux repos, dans un esprit solidaire...

Depuis des années, l'hôpital se vide de ses soignants plus ou moins jeunes, le recrutement est insuffisant, les contrats sont moins payés qu'ailleurs. Certaines équipes au bout du rouleau sont décimées par les arrêts maladie. Actuellement, 77 per-

sonnes sont absentes sur l'hôpital, et le Covid n'y est pas pour grand-chose.

Le retour à l'hôpital des personnels des CMP (Centres médicaux Psychologiques), des hôpitaux de jour n'est pas volontaire mais forcé, brutal et non concerté, pour tenter de faire fonctionner des services déjà exsangues.

Cette politique se fait au détriment des patients en ambulatoire, de leurs accompagnements, des visites à domicile, des ateliers thérapeutiques.

Peu important les compétences, il faut assurer le nombre dans les services, quitte à abandonner les patients qui vivent en ville, déjà fragilisés par le confinement.

Extrait du bulletin santé du NPA 33 du 14 sept.

Plateforme Inter Courrier de la Poste (Cestas)

Se faire sanctionner pour avoir travaillé, c'est non !

À la PIC, la direction a mis un blâme à une collègue qui a eu un accident de travail en voulant débloquer une machine. Le prétexte de la sanction : les agents viennent de passer une petite « formation » (le PASS) censée réapprendre à faire « les bons gestes » !

Mais dans la réalité, l'ambiance mise par l'encadrement comme la vitesse des machines ne laissent pas tout le temps la possibilité de travailler tranquillement, en appliquant comme on le devrait « les bons gestes ». Beaucoup d'agents ont exprimé leur inquiétude et leur solidarité vis-à-vis de la collègue et finalement la sanction redescend à un avertissement. Ca reste de trop. C'est une sanction contre nous tous, et nous devons continuer à développer cette solidarité qui s'est exprimée pour y répondre !

On va où à La Poste ?

On le sait, le « confinement » a été un test grandeur nature pour la direction de La Poste pour accélérer sa restructuration. A la PIC, les horaires sont revenus à la normale, mais le travail est devenu différent. Les plans de tri changent souvent et on a du mal à s'y retrouver. La lettre rouge est revenue, mais pas la distri-pilotée.

Tout ça est lié à la modification du travail imposée aux facteurs. Que ça change, c'est une chose, on pourrait même donner notre avis pour travailler dans de meilleures conditions.

Alors que le groupe a fait 410 millions de bénéfices net uniquement dans la branche courrier-colis, les postiers voudraient au minimum des garanties sur l'emploi et l'amélioration des conditions de travail.

Extraits du bulletin interentreprises diffusé à la PIC le 15 septembre 2020

GFT Blanquefort

Face à la complicité de Ford et Magna... pas de « wait and see »

Nous étions une soixantaine de salariés pour le débrayage du 10 septembre organisé par la CGT de GFT ainsi que FO et CFTC. De nombreux soutiens sont venus : militants de l'interpro CGT, FO, Sud-Solidaires, de la santé, la Monnaie, l'éducation, anciens de FAI, étudiants, militants du PC, de LO, du NPA...

Jamais les pressions n'ont été aussi fortes pour empêcher les collègues d'y participer : descente massive de l'encadrement dans les ateliers, topo dans toutes les équipes... ou « entre quatre yeux », mise à l'écart des militants, chantages... Une mobilisation patronale qui indique à quel point ils craignaient que la colère explose... et vienne mettre des bâtons dans leurs plans contre nous.

Face au désengagement de Ford, qui laisse l'usine GFT au seul Magna, un équipementier international, l'avenir est bien sombre pour les 850 salarié.e.s. Déjà, les emplois précaires (CDD et intérim) sont tombés de 220 fin janvier à 90 aujourd'hui. Ford est le seul client de la production de l'usine... et les boîtes de vitesse actuelles équipent des véhicules qui ne seront plus produits d'ici 2023 ou 2024.

Quel est le deal entre les deux multinationales pour mettre en œuvre leurs restructurations ? A quel point sont-ils

complices ? Qui utilise qui ? On ne sait pas vraiment... mais ils ont une complicité de patrons évidente : passer des accords sur notre dos pour restructurer au moindre coût.

Pour l'instant, pas mal de collègues sont sur une position « wait and see »... que la direction et certains syndicats comme la CGC et la CFDT entretiennent, laissant croire que Magna va sans doute trouver de nouveaux clients pour de nouvelles transmissions... après des années de recherche sans succès. Ces hypothèses sans fondement ne servent qu'à créer un climat d'attente et d'espoir qui ne nous aide pas à construire notre résistance.

La seule chose qui peut pousser la direction du groupe à trouver de nouvelles productions... c'est de lui faire comprendre que ça lui coûtera plus cher de fermer que de maintenir l'usine.

C'est pour cela qu'il était important de marquer le coup dès le 10 septembre, en réponse à l'annonce du désengagement de Ford qui devrait être acté début novembre. Pour faire entendre notre colère, dire qu'on ne se laissera pas faire, qu'on ne supporte plus leur mépris et leur façon de jouer avec notre avenir.

Contrôle ouvrier sur l'économie et interdiction des licenciements !

Les patrons de l'automobile comme ceux des autres secteurs sont tous en train de restructurer la production. Depuis des années, ils préparaient le tournant vers les véhicules hybrides et électriques. Mais la situation a changé : maintenant, ils font face à une récession globale que personne ne maîtrise. Que vont devenir les marchés ? A quel point les plans de relance vont-ils limiter les dégâts ? Les grands patrons des multinationales n'en savent rien. Leur première préoccupation, c'est de continuer à tirer du fric, parasiter le travail et sabrer des milliers d'emplois pour verser des dividendes aux actionnaires.

Et pour préparer les esprits à accepter les mauvais coups, la direction évoque les déficits de GFT Blanquefort ces dernières années. On n'a aucune confiance dans ces chiffres, et même si c'était vrai, notre droit à vivre est plus important.

La seule issue, c'est de défendre nos intérêts de classe, nos salaires, nos emplois, notre droit à vivre dignement. Leur imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous, l'embauche des chômeurs et des précaires.

Ça veut dire s'en prendre aux profits, aux dividendes... rendre publics tous les comptes : ceux de GFT bien sûr, mais aussi ceux de Magna, ceux de Ford. Et aussi les comptes personnels des actionnaires et de leurs familles, des hauts cadres, bref de tous ceux qui se sont enrichis sur notre travail. Nul doute qu'on trouvera des dizaines de milliards de capital accumulé !

Rendre publics les comptes, abolir le secret bancaire et commercial, ça serait imposer notre contrôle, celui des travailleurs, sur la marche de l'économie... Nos seuls alliés, ce sont tous les salariés, à commencer par ceux des deux groupes, en Allemagne, Espagne, Angleterre, dans le reste du monde... Ce sont aussi, ici, autour de nous, tous ceux qui font face aux suppressions d'emplois.

Correspondants du bulletin d'entreprise NPA

« Le Maillon déchainé »

diffusé à GFT le 8 septembre

Quelques mots de camarades

Maud, ouvrière et déléguée CGT : « *Ils peuvent vendre à Magna et derrière arrêter les commandes, donc ce qu'on demande c'est une pérennisation du travail. Ou du moins que s'ils se désengagent, que nous, on puisse partir avec quelque chose, et pas à ras-les-pâquerettes et avec les minimas sociaux. ... On veut savoir où est-ce qu'on va, si on va avoir du travail sur une longue durée, pas seulement sur 2-3 ans. J'ai envie d'avoir du boulot, de continuer jusqu'à ma retraite. Il y a beaucoup de jeunes dans l'usine, on a envie de pouvoir bosser longtemps. Et même pour les anciens, imaginons que le site ferme demain, certains vont se retrouver au chômage à 57 ans. Qui va embaucher quelqu'un de 57 ans ? Est-ce que la personne aura le droit au chômage ? A la pré-retraite ? On n'en sait rien du tout. »*

Gilles, ouvrier de GFT et délégué CGT : « *Si on continue de se battre boîte par boîte, on continuera à se faire tous massacrer les uns après les autres. A un moment donné, il sera important qu'il y ait un front ouvrier pour se bagarrer contre la politique patronale qui en ce moment, pour beaucoup, se résume à des fermetures en répétitions, et à des licenciements en veux-tu en voilà... Il est important qu'on se mette tous ensemble, sinon on va se faire avoir séparément. »*

Dassault

La direction prépare son plan...

Le 15 septembre, la direction générale du groupe Dassault a mis explicitement sur la table son objectif d'un PSE. Dans les ateliers, ce n'est pas vraiment une surprise, puisque depuis la veille des vacances d'été on parle chiffres, carnet de commande, livraisons, marge opérationnelle. Les armes sont sorties, avec le chiffre qui tue : le taux de profit serait passé de 8 à 2 %.

L'objet de toutes les « négociations » à venir est donc clairement défini : comment redresser le taux de profit, le rendement des actions ?

La direction a commencé par réduire la sous-traitance sur site et par « rapatrier de la charge », ce qui a pour effet immédiat la vague de licenciements en cours chez tous les sous-traitants. Mais déjà elle annonce que cela ne suffira pas.

Le deuxième étage de la fusée sera ce PSE en préparation dont la direction assure qu'il peut survenir n'importe quand.

Ceux qui se présentent comme les « grands capitaines » de l'industrie et de la finance n'ont pas d'autres projets pour dépasser cette crise que de procéder à des licenciements. Le PIB peut reculer de 20 points et toute la société avec, eux ils doivent préserver au mieux leur taux de profit. Et cela quitte

à réduire le niveau de vie de millions de salariés.

Face à cette crise dont beaucoup ont du mal à mesurer la profondeur, nous avons deux solutions : soit on reconnaît la légitimité de ce fonctionnement et notre dépossession totale ; soit nous contestons cette violence sociale et exigeons que le travail soit partagé entre tous et que ce travail soit organisé et décidé en fonction des besoins de la société et non du seul profit.

Nous savons travailler, ils ne savent pas organiser la production. A Dassault, nous vivons avec 2000 euros, ils n'ont pas assez de millions. C'est peut-être eux et le système qui les maintient qu'il faut envisager de licencier...



Dans l'aéronautique

Une bataille globale contre les salariés

C'est la même question du taux de profit qui se pose dans toute la filière aéronautique, donneurs d'ordre comme fournisseurs et sous-traitants.

Chez 3A, société de sous-traitance avec 1575 salariés en France, en même temps que le chômage partiel, la direction annonce un PSE et sa volonté de supprimer plus de 700 postes à partir de la fin de l'année. Auxquels s'ajoute une fin de contrat pour 900 intérimaires. Evidemment, les donneurs d'ordre que sont Airbus, Stelia et Dassault ont une responsabilité directe dans cette situation.

Chez LISI Aerospace à Marmande, une chute de la production brutale fait craindre le pire et c'est le chômage partiel pour 60 % du personnel jusqu'en décembre.

Chez Stelia composites (600 salariés à Salaunes), les intérimaires et prestataires ont été renvoyés et un PSE est annoncé menaçant 40 % des emplois.

Dans le groupe Safran, les patrons ont imposé un accord de chômage longue durée, au nom du maintien de l'emploi, dit « l'accord de transformation d'activités » (ATA). Les patrons font payer à l'Etat ces plans de réduction du temps de travail avec le chômage partiel... que nous aurons tous à rembourser. Et ces chantages à l'emploi visent à imposer aux salariés le blocage des salaires, le plafonnement des primes, le gel des cotisations employeurs au régime de retraite supplémentaire, les mutations...

Déjà, dans certaines sociétés d'ingénierie du groupe Safran, même si l'ATA a été signé avec comme promesse de ne pas procéder à des licenciements, on apprend que leur direction annonce 500 postes en trop...

Cette façon d'agir en dit long sur le cynisme des actionnaires. Il y avait toutes les restructurations déjà prévues, mais avec la crise, ils redoublent leur offensive et encaissent au passage les milliards dégainés par l'Etat pour « venir en aide aux entreprises en difficulté ».

Ce que nous disent aussi tous ces plans de licenciements coordonnés, c'est qu'il nous faut réagir ensemble, avec la conscience que nous sommes attaqués en tant que salariés quelle que soit notre boîte et même notre secteur d'activité.

Ce système nous conduit droit dans le mur et nous prépare à des reculs sans précédent : s'inquiéter constamment de ce que l'on va devenir, comment on va payer le loyer, le crédit, l'alimentaire, le minimum vital...

Nous sommes les premiers de corvée ; nous produisons tout. Notre avenir, c'est de prendre conscience que nous sommes une force qui peut disputer aux premiers de cordée le pouvoir économique et politique. Le point est à l'ordre des jours à venir.

Correspondants du bulletin d'entreprise L'Aile rouge, diffusé aux usines Dassault de Mérignac et Martignas

Monnaie de Paris Pessac

Embauche de nos collègues intérimaires

Dès la sortie du confinement, la direction de la Monnaie a annoncé un plan de 70 suppressions de postes sur 3 ans pour 480 salariés, concernant surtout les ouvriers et les employés... Comme partout, l'heure est à supprimer des emplois, à baisser les « coûts fixes » comme disent les patrons !

Mais en même temps, le travail ne diminue pas, loin de là. Actuellement, suite à une grosse commande à l'export, la direction veut recourir à l'intérim dans l'atelier de monnayage, une première dans ce secteur.

Dès aujourd'hui, il nous manque du personnel pour faire le boulot, mais au lieu d'embaucher, la direction préfère généraliser le travail précaire à l'ensemble des ateliers,

pouvoir prendre et jeter les ouvriers comme bon lui semble, en fonction des commandes. Le nombre de collègues intérimaires ne cesse d'augmenter, proportionnellement aux suppressions de postes qui se font d'année en année.

Cette fois-ci, nous en avons assez et la CGT a déposé un préavis de grève contre la politique de la direction. Face à la détermination des monnayeurs qui réclament des embauches, la direction a eu une idée... Faire prendre 2 presses par monnayeur au lieu d'une, sachant qu'ils vont aussi devoir travailler en 3x8.

Suite à une AG dans l'atelier, nous avons décidé de refuser à la fois le recours à l'inté-

rim et les deux presses ! Concernant cette nouvelle « idée », les collègues dénoncent à la fois le gain pour la direction et la dégradation des conditions de travail, d'autant que ce genre de commande dans l'urgence et dans la désorganisation actuelle, signifie travailler avec de nombreuses pannes et interventions dans les presses... Ce n'est pas tenable ! Comme le résumait un monnayeur : « *si on accepte, on aura à la fois les 2 presses et l'intérim dans l'atelier* ».

Ras-le-bol de la précarité et de ce mépris ! Il est urgent d'embaucher, à commencer par nos collègues intérimaires présents dans l'usine depuis longtemps.

Laurent Delage

Syndicalistes et gilets jaunes

« pour faire converger les luttes et les colères »

Environ 1500 personnes ont à nouveau manifesté à Bordeaux le 12 septembre, des Gilets jaunes et aussi des militants du NPA, de LO, de l'UCL... Bien moins nombreux que lorsque le mouvement battait son plein, les manifestants ont montré qu'ils étaient encore là, suivant le parcours qui leur plaisait en centre-ville

Nous avons préparé cette journée avec le Collectif de Bassens, en appelant en même temps à la journée de grève appelée par les syndicats le 17.

Durant le confinement puis l'été, le Collectif a continué à se réunir, avec des AG après le 11 mai à Bassens. Sa particularité demeure de rassembler des syndicalistes (FO Transports, CGT et Sud) et des gilets jaunes de différents groupes et ronds-points. Certains ont continué à manifester durant l'été depuis la Place de la Bourse où les féministes, les militants contre les violences policières se sont aussi retrouvés.

Ces gilets jaunes n'occupent plus de ronds-points mais continuent d'exister et de faire des actions. Les AG du collectif, où il est possible de discuter et de mettre en commun, sont devenues un point de rencontre pour beaucoup.

Après le confinement, nous avons organisé deux pique-niques militants. Celui du 29 août a réuni plus de 80 personnes dont des gilets jaunes venus de La Teste, Saint Macaire, Montendre voire le Lot-et-Garonne. Un débat s'y est ouvert, des gilets jaunes d'accord pour faire converger les colères mais pour ne « *pas rentrer à la maison après les manifestations* ». Une militante féministe a proposé de rejoindre l'action « *Je te crois* » au Grand Théâtre le 12 septembre en manif des gilets jaunes, ce qui fut fait. D'autres ont souhaité s'adresser aux habitants des quartiers populaires. Il a été décidé d'écrire un tract du collectif, discuté et décidé en AG, appelant au 12 et au 17.

Des militants de FO Transports et la CGT ont tiré les 2000 tracts distribués sur 2 ronds-points puis le 12 au matin avec un bon accueil dans un quartier populaire de Lormont ainsi qu'à la manif l'après-midi.

Les discussions se poursuivent au sein du collectif à partir de la situation dans cette rentrée, les licenciements, l'incurie du gouvernement face à l'épidémie et ses méthodes policières à défaut d'une vraie politique sanitaire. Ce qui continue à nous unir, c'est la colère et la volonté d'agir, à la base, en convergeant, pour la justice sociale, contre les licenciements, les attaques contre les classes populaires, face aux capitalistes et au pouvoir qui les sert.

Laurent et Mónica



Construction navale de Bordeaux 65 à 75 emplois supprimés

Le 9 juillet le groupe Bénéteau, dont fait partie la Construction navale de Bordeaux (CNB) présentait son nouveau plan « *Let's Go Beyond ! 2020-2025* » dont l'objectif est d'atteindre « *une marge opérationnelle supérieure à 10 % lorsque l'activité sera revenue au niveau de 2019* » en instaurant « *une meilleure efficacité des usines* » et un management plus resserré en même temps qu'une « *diminution de l'ensemble de ses coûts fixes* ». Il a décidé de se séparer de quatre de ses marques.

Ainsi, Bénéteau vient d'annoncer entre 710 et 1390 suppressions de postes (1/6 de ses effectifs de 8361 salariés). 300 à 840 sont liés directement à la production. Le groupe envisage la fermeture, la cession ou la « *mise en sommeil* » de quatre sites en France, en Slovénie et aux USA et la réduction d'activité pour d'autres. La Vendée sera la région la plus touchée avec près de 300 suppressions, le site de Challans sera fermé en janvier.

En France, la direction assure qu'il n'y aura « *aucun licenciement d'opérateurs de production si l'ensemble des collaborateurs concernés acceptent les mesures de mobilité interne qui leur seront proposées* ». On sait bien ce que cela veut dire. Sur leur usine bordelaise (CNB) qui fabrique

des catamarans de luxe pour millionnaires, après des semaines de chômage partiel et de congés forcés, ce sont 65 à 75 postes qui sont menacés. Ils s'ajoutent aux licenciements déguisés. Sur un total de 1200 salariés, il reste 800 CDI, une centaine d'intérimaires et environ 50 sous-traitants. 250 emplois ont déjà disparu.

Ces suppressions sont inacceptables. Le Covid a bon dos. Le groupe Bénéteau n'est pas au bord de la faillite. Un 1^{er} trimestre meilleur que prévu, une trésorerie importante, le chômage partiel payé par l'Etat. Ce n'est jamais assez et ils réclament des aides supplémentaires. Bénéteau se veut rassurant face aux seuls à qui il doit des comptes, les actionnaires. Le groupe « *disposait de plus de 600 millions d'euros de fonds propres et de 300 millions de ligne de crédit (...) auxquelles s'ajouteront un Prêt Garanti par l'Etat de 120 millions et l'absence d'endettement net* ». C'est sans scrupule qu'il a présenté ses nouveaux joujoux.

Face à ça, la seule réponse ne pourra être imposée que par nos luttes : l'interdiction des licenciements.

Correspondant

Prenons notre sécurité et nos conditions de travail en main

Avec le passage de la région en zone Rouge et le discours anxiogène du gouvernement sur l'épidémie, cette rentrée est particulièrement lourde dans les entreprises. Partout, les directions reprennent la méthode du gouvernement : stigmatiser et menacer de sanction sur le port du masque rendu obligatoire dans les entreprises, tout en cherchant à nous faire travailler comme d'habitude. Qu'importe nos conditions de travail, les concentrations de collègues à certains postes ou dans certains bureaux, il faut produire avant tout !

Face à la reprise de circulation du virus, nous avons besoin de nous protéger mais cela ne signifie pas travailler avec un masque toute la journée, à la chaleur, avec les mêmes horaires et les mêmes rendements. Avec le masque, il faut aussi des pauses régulières pour s'aérer, comme il est nécessaire d'adapter les horaires sur certains postes où la proximité est trop forte. Nous sommes les premiers concernés et les mieux placés pour veiller à notre sécurité et à nos conditions de travail !

*Extrait du bulletin inter-entreprises
Pessac-Cestas du 15 septembre*

Après le 17 septembre, construire nos perspectives

A Bordeaux, comme ailleurs, la mobilisation du 17 appelée par la CGT, FSU, et Solidaires, n'a réuni qu'une fraction des militants syndicaux, un millier de personnes environ, malgré la tentative du pouvoir de faire passer pour « irresponsables » ceux qui appelaient à la manif. Il n'y avait pas vraiment de cortèges de boîtes, même si dans certains endroits des équipes ont réussi à entraîner quelques collègues.

Dans les discussions, pas de déception ou de démoralisation pour autant... cette faiblesse n'a pas vraiment surpris, tant l'impréparation et le manque de perspectives étaient évidents pour celles et ceux qui avaient fait le choix d'être là, pour marquer le coup, faire entendre leur colère, utiliser cette journée pour préparer la suite.

Dans les boîtes, l'inquiétude est profonde et elle pèse. La crise sanitaire se traduit par une pénibilité accrue, une anxiété aussi pour les proches, l'avenir, s'ajoutant à la brutalité des attaques tant sur les conditions de travail que sur les suppressions d'emplois déjà engagées ou annoncées.

Le mécontentement a d'autant plus de mal à



s'exprimer par la lutte collective que les directions syndicales tournent le dos à l'affrontement nécessaire face au patronat et au gouvernement. Les tracts avaient beau dire « *Faisons du 17 septembre une grande journée d'action !* » (Union départementale CGT), cela ne suffit pas pour convaincre... quand, dans le même temps, le « *dialogue social* » se poursuit... comme le débat entre Martinez et le patron du Medef à la fête

de l'Huma, la participation au Ségur de la santé, etc.

Pour dépasser ces obstacles, permettre à la colère de se transformer en force, nous avons besoin de construire les liens militants, pour formuler nos exigences, comprendre la situation inédite que nous affrontons, reconstruire une conscience de classe. C'est une étape indispensable pour celles et ceux qui veulent défendre l'objectif d'une lutte globale, de la convergence entre salariés, jeunes, gilets jaunes pour une lutte d'ensemble de toutes les révoltes. Parmi celles et ceux qui étaient là le 17, cette perspective fait son chemin.

François Minvielle

Face à l'incurie de Blanquer et du gouvernement, ne compter que sur nous-mêmes !

À la veille de la rentrée, Blanquer n'a cessé d'affirmer que tout était prêt ! La réalité de cette rentrée dément les mensonges et l'irresponsabilité du ministre. La pandémie imposait des mesures exceptionnelles pour l'accueil de tous les élèves dans le respect des gestes barrières, dont le recrutement massif d'enseignants et de personnels, l'ouverture de nouveaux locaux pour doubler les classes, des mesures prenant en compte la pénibilité du travail et des conditions d'enseignement aggravée par le port du masque.

Rien n'a été fait et les enseignants et personnels doivent, comme pendant le confinement, trouver seuls des solutions et se débrouiller pour faire face, avec un protocole sanitaire allégé mais tout aussi inapplicable, à l'absence de politique sanitaire claire, notamment en cas de symptômes de personnels ou d'élèves, aux suppressions de classes maintenues, aux classes surchargées, à la saturation des locaux... en plus de la chaleur insupportable de ces premiers jours de rentrée, qui ont rendu les conditions d'enseignement particulièrement difficiles.

Aucun poste d'enseignant n'a été créé dans les écoles ou collèges et la réforme du lycée a entraîné une perte de milliers de postes. Le *Canard enchaîné* rapporte les propos cyniques de Castex qui, parlant de créations de postes dans l'Éducation nationale aurait déclaré : « *c'est le genre de créations d'emplois qui vont aggraver le déficit et qui ne servent pas à redresser le pays* ».

Le gouvernement crée un climat de peur en agitant l'accélération de la circulation du virus. Chaque jour, de nouveaux cas positifs entraînent la fermeture de classes ou d'établissements, dans la confusion la plus totale. Mais faute de vouloir s'attaquer aux intérêts privés, il est incapable d'organiser une politique de tests efficace, permettant des résultats rapides pour que les classes ou les établissements fermés puissent rouvrir au plus vite, et alors que l'absence de médecine du travail dans l'Éducation nationale oblige personnels et familles à se débrouiller.

L'inquiétude est grande chez beaucoup de collègues à risques ou qui travaillent face à des enfants potentiellement porteurs du virus qui ne portent pas de masques. La seule réponse serait la fourniture de masques chirurgicaux efficaces et gratuits pour tous.

Blanquer se paie de mots sur la réussite de tous les élèves, alors que la seule chose qu'il propose, ce sont des évaluations de début d'année pour connaître le niveau des élèves, quand les jeunes ont avant tout besoin de re-socialisation, de réassurance et d'enseignement après une interruption de plusieurs mois. Ne pas prendre en compte cette situation revient à exercer sur les enseignants et les personnels une pression pour un retour à la normale : rythmes scolaires, programmes... alors que la situation créée par la pandémie et les mois de confinement n'a rien de « normale ».

L'impréparation et l'incurie de Blanquer et du gouvernement poussent certaines hié-

rarchies à faire du zèle, aggravant le stress, l'incompréhension et la colère des personnels. Certains collègues du premier degré ont pu recevoir la consigne de manger séparément dans leur classe, ou d'assurer en même temps que leur classe l'enseignement à distance aux enfants confinés. Et lorsque la hiérarchie manque de réponses, elle nous demande... de nous débrouiller.

Nous débrouiller, c'est ce que nous avons fait lorsque nous avons dû organiser nous-mêmes l'enseignement à distance pendant le confinement et la réouverture des écoles en mai. De la même façon aujourd'hui, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. A nous de prendre nos affaires en main, pour assurer collectivement notre propre sécurité sanitaire, adapter nos conditions de travail en prenant plus souvent des pauses, des temps de respiration, en adaptant le protocole sanitaire aux besoins pédagogiques, sans crainte d'utiliser le droit d'alerte et de retrait. Et nous organiser pour imposer un plan d'urgence et de relance de l'école aussi généreux que celui du gouvernement pour les multinationales, en termes de moyens matériels et humains et de salaire pour les personnels.

Christine Héraud

Halte à la répression !

Trois collègues du lycée Desfontaines de Melle, suspendus depuis 8 mois, auxquels est venue s'ajouter une autre professeure en juin, passeront en conseil de discipline les 12, 13, 14, 15 et 16 octobre pour s'être opposés aux épreuves de la réforme du bac appelées E3C.

Les 10, 11, et 12 mars, les trois professeurs mobilisés s'étaient fait suspendre à titre conservatoire pour 4 mois sans « *qu'aucune faute professionnelle n'a été explicitement reprochée. A aucun moment, les méthodes et modalités de l'enquête administrative n'ont été précisées, empêchant de fait les 3 enseignants et leur représentation syndicale de faire valoir au mieux leur droit de défense* », a dénoncé l'intersyndicale CGT, FO 79, FSU et Sud Education 79.

Lors de leur convocation au rectorat de Poitiers, il y a eu 3 nouvelles journées de grève avec la quasi-totalité du personnel de l'établissement, mais aussi des élèves et leurs parents.

A Bordeaux aussi, en juillet, un rassemblement a eu lieu pour soutenir 9 collègues, presque tous responsables syndicaux CGT,

FSU et SUD sanctionnés dans leur avancement de carrière pour s'être mobilisés.

Cette répression a entraîné un mouvement national (avec des rassemblements aussi à Dole, Clermont-Ferrand, Montauban, Carcassonne, Cahors, Strasbourg, Montbrison...). 24 enseignants ont été convoqués.

Le 16 septembre, un meeting interpro contre la répression à la Bourse du Travail de Paris a rassemblé de nombreux militants, dont Anthony Smith, le contrôleur, Victor et Roda de la fac de Nanterre, Gael Guirante, licencié de la Poste, Eric Bezou, licencié de la SNCF, des camarades de la RATP, des infirmiers, tous victimes de la répression et unis avec leurs soutiens pour la dénoncer.

**Soyons nombreux à soutenir nos collègues,
et à manifester à l'appel de
l'intersyndicale lundi 12 octobre à 13h
devant le Rectorat de Poitiers.**

Masques dans les écoles : le grand carnaval !

Grands amateurs de prestidigitation en temps de crise, Macron et son gouvernement nous ont présenté un de leurs nouveaux tours de passe-passe version poudre de perlinpinpin...

Ils auront, dans l'affaire des masques grand public fournis aux enseignants à l'occasion de la rentrée, recyclé le fameux slogan de Canada Dry : « *Le masque grand public, ça ressemble à un masque de protection, c'est présenté comme un masque de protection, mais ce n'est pas un masque de protection et c'est pour ça que ça ne protège pas !* ».

Remontons au mois de mars : plus assez de masques, même pas pour les soignants, et là, arrivent depuis le milieu des industriels du textile, et sur commande du gouvernement, les masques non sanitaires catégorie 1 et 2, les fameux masques en tissu alternatifs ou grand public.

Ce sont ces masques que nous avons reçus dans les écoles, précisément ceux de catégorie 1.

Bon, déjà, à la lecture de l'emballage, on a des doutes : le masque Dim (!) n'est « *ni un dispositif médical... (masque chirurgical)* », « *ni un équipement de protection individuelle ... (FFP2)* ».

Alors, c'est quoi ? Ben c'est surtout un truc que que notre employeur nous fournit, un masque de pacotille, impropre à l'usage pour lequel il aurait dû être prévu. Une nouvelle illustration du cynisme amateurisme de notre ministre Blanquer.

Alors bien sûr, du ministre au DASEN (directeur académique des services de l'éducation nationale) ils jurent leurs grands dieux (CAC 40 et Medef) que ce masque est d'une qualité supérieure aux masques chirurgicaux !

Ils sont effectivement d'une telle qualité que l'ARS de Bretagne a indiqué que le masque en tissu constituait « *une protection insuffisante envers les enfants* », préconisant à l'éducation nationale des doter ses personnels « *de masques chirurgicaux* ».

Et dès le 7 mai 2020, l'agence Santé publique France, organisme de référence, précisait que le masque en tissu n'était efficace que dans le cas où les 2 personnes, le cas infecté et le cas contact portaient toutes 2 un masque en tissu.

Car si le masque grand public filtre correctement l'air expiré, on n'a aucune indication sur sa capacité de filtration de l'air inspiré... Et comme, dans les écoles pri-

maires aucun de nos élèves n'est masqué, y'a comme qui dirait un problème...

L'accélération du nombre de cas de COVID chez les enfants ou les enseignants mobilise l'ensemble des moyens de remplacement et met en lumière le manque cruel de remplaçant.e.s. Nombre de remplacements « ordinaires » ne sont plus assurés.

Pour pallier ce problème, les dernières directives du 17 septembre disent fort opportunément qu'un enseignant masqué au contact même prolongé avec un enfant non masqué positif n'est pas un cas contact et n'a donc pas besoin de se faire tester ni remplacer. Un dernier rebondissement qui nous confirme que Véran et Blanquer jouent bien avec notre santé et que nous ne devons leur accorder aucune confiance.

Ici aussi c'est à nous, travailleurs de l'éducation, de dénoncer cette imposture et de nous mobiliser (en faisant valoir pour commencer notre droit d'alerte et de retrait) pour que notre droit élémentaire à travailler dans des conditions sanitaires sûres soit respecté !

Christophe Otharan

Bordeaux Métropole et la Région dans leurs belles (basses) œuvres...

Petit retour en février, juste avant l'interruption liée au confinement, le conseil de Métropole de l'époque, regroupant des élus des 28 communes de Bordeaux et autour, avait voté 3 millions de subventions publiques pour la construction d'une école d'ingénieurs privée, Adimaker, sur le site d'Armagnac à Euratlantique. La Région a quant à elle versé 6 millions sur les 12 nécessaires à la construction de l'école, financée donc à 75% par le public !



C'est tout bénéf pour le privé, les 750 étudiants devant payer leur scolarité, environ 6500 € par an, plutôt plus élevé que les autres écoles supérieures privées. Mais en plus, cette école se trouvera dans un « campus » de 9000 m² appelé Ycréa Saint François d'Assise qui comprendra, en plus de deux « démonstra-

teurs » privés (sortes de salons d'exposition/expérimentation de l'école ouverts aux entreprises, eux aussi financés par la subvention), un foyer d'étudiants de 80 places privé et... le siège de l'Enseignement catholique ainsi que son centre de formation, l'ISFEC !

Au conseil de Métropole, les élus PC, des Verts et PS s'étaient abstenus devant cette manne publique pour le privé confessionnel. Florian, pour la

majorité de droite de l'époque, leur avait répondu que la Métropole n'avait allongé que 3 millions sur la trentaine que coûtait l'ensemble du « campus » ! Mais à la Région, pas besoin de la droite, c'est son Président socialiste Rousset qui a défendu la plus grosse subvention pour l'école.

Mónica

La jeunesse universitaire ne doit pas payer la crise sanitaire et économique !

La rentrée universitaire se joue à Bordeaux, comme à l'échelle nationale, sur fond de crise pandémique, et dans les facs comme dans les boîtes, les mesures ne s'orientent que vers les économies, les profits, la répression sous toutes ses formes et l'absurdité de maintenir « une normalité » au début d'une potentielle seconde vague. Car en effet, entre les murs de l'Université de Bordeaux qui a ouvert ses portes aux étudiants cette semaine du 14 septembre, ainsi qu'à l'Université de Bordeaux Montaigne qui les rouvrait le 21, la priorité n'est pas à la gestion du virus, à la protection des étudiants, aux solutions concrètes, mais à maintenir une rentrée comme celles de l'année dernière et des précédentes.

Comme si la situation n'avait pas bougé, à part les quelques flacons de gel hydroalcoolique par-ci par-là et les masques obligatoires. Le contenu des cours n'a pas changé depuis une crise pandémique, économique et sociale comme si la reprise de l'Université devait sonner la re-

prise de la vie « d'avant » alors que l'Université se retrouve dans l'impossibilité de répondre à cette volonté. Le manque d'effectif de plus en plus marqué dans l'enseignement supérieur ainsi que la baisse des budgets répé-

tée année après année ne permettent pas aux facs de répondre dans de bonnes conditions à l'augmentation du nombre d'étudiants, ni de permettre des cours en demi-classe. C'est dans ce sens que nous devons exiger plus de moyens par le gouvernement pour l'Université publique en prenant sur les profits de ceux qui se sont enrichis pendant la crise au détriment des travailleurs et de leur enfants.

La solution qu'ils ont alors adoptée a été une politique de l'autruche sur les problèmes de la gestion de la crise. Que ce soit sur la question des masques gratuits pour les étudiants au vu de la hausse de la précarité dans toute la jeunesse, mais aussi sur une réelle politique qui viserait à identifier les potentiels clusters dans les facultés, comme en ouvrant des centres de dépistages au sein des campus. Mais aussi en cachant les potentiels clusters qui pourront apparaître, comme le fait qu'à l'université de Bordeaux plus de 20 étudiants ont été testés positif COVID-19 et que la direction refuse de dire sur quel campus exactement, qui a été potentiellement en contact, etc.

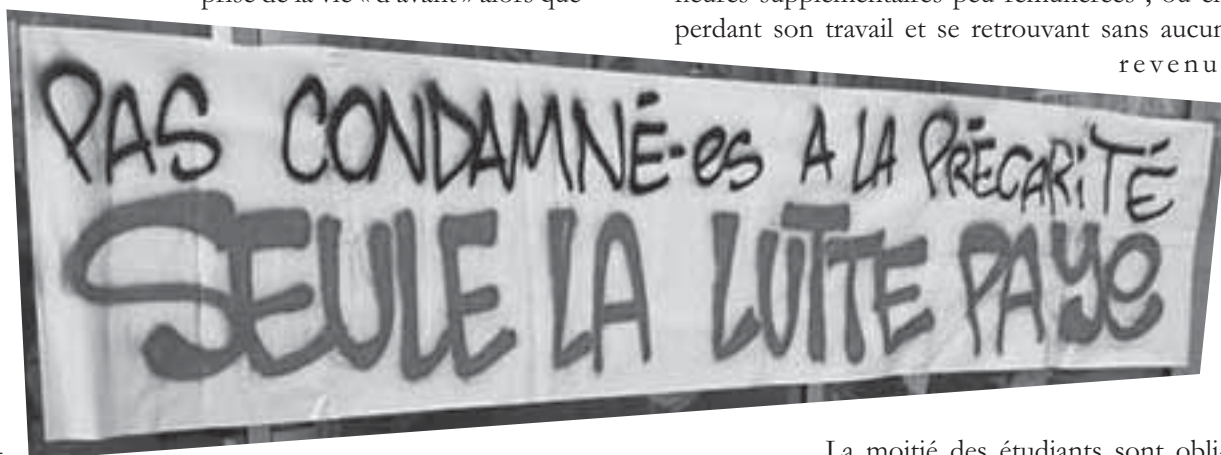
Sacha, NPA Jeunes

La jeunesse refuse sa précarité !

Les inégalités et la précarité qui s'étaient amplifiées pendant le confinement avec la multiplication exponentielle des aides alimentaires ne prévoyait qu'une rentrée dans la même régression. Une enquête de l'UNEF a donné quelques chiffres parlants sur ce sujet avec notamment une hausse générale du coût de la vie de 3,69 %, 18,5 fois plus que pour le reste de la population. Notamment sur le prix de l'immobilier avec une augmentation de 12,7 % du prix du loyer dans la ville de Bordeaux, déjà impayable pour la plupart des étudiants.

La jeunesse avait déjà été en première ligne pendant le confinement, au pic de l'épidémie, en étant réquisitionnée pour une misère dans les hôpitaux, ou contrainte dans l'agroalimentaire, la grande distribution et la logistique, de faire maintes heures supplémentaires peu rémunérées ; ou en perdant son travail et se retrouvant sans aucun

revenu.



La moitié des étudiants sont obligés de travailler pour étudier, les derniers mois se résument à des cadences infernales sans pouvoir poursuivre ses études ou son parcours, ou bien à une perte de revenu qui ne creuse pas moins les inégalités vis-à-vis des perspectives universitaires.

Le retour vers les bancs des facultés se fera donc sans une grande partie de ceux que la crise a laissé sur le bord, mais aussi avec une arrivée particulièrement massive des nouveaux bacheliers. Alors que la casse de l'emploi et les politiques austéritaires vont continuer de creuser les inégalités, surtout pour les jeunes dont 40 % sont sous contrats précaires, le gouvernement offre des centaines de milliards aux licenciés. Les 100 millions promis aux universités ne sont pas suffisants face au problème de la destruction de l'Université et pour faire face à un recul des conditions de vie des étudiants.

Alex, NPA Jeunes

A Bordeaux : contre l'insécurité sociale et les démagogues de tous bords !

Avec Anziani, le Président socialiste de la Métropole, Hurmic a annoncé le 14 septembre, avec plein de remerciements pour la Préfète, la venue d'une compagnie de Gardes mobiles et d'une de CRS... pour soi-disant lutter contre la Covid. Pour le moment, il aura 1/2 compagnie pour quelques semaines.

Hurmic avait fait une conférence de presse le 10 septembre, pressé par son opposition LREM et de droite pour qui, face à la pandémie, au chômage et aux licenciements qui explosent (dont la fermeture programmée de GFT), le principal problème est... « l'insécurité » !

Le nouveau maire y avait rappelé sans surprise un des thèmes de sa campagne : le renforcement de la présence policière à Bordeaux. Comme l'a dit Florian : « *des policiers municipaux supplémentaires, on l'avait proposé dans notre programme, Hurmic le soutient, moi, je pense qu'on a des sujets de convergence* ». Et en effet, le nouveau maire demandait en août à Darmanin le rétablissement d'une compagnie permanente de 70 CRS à Bordeaux car « *cela va soulager le travail de la police municipale sur place, et les CRS sont beaucoup plus outillés pour des opérations coups de poing* ».

Le ton donné par le gouvernement est donc bien suivi par les élus. LREM et la droite ont demandé un conseil municipal extraordinaire « *pour partager un diagnostic* » sur « l'insécurité ». La droite de Florian se vante d'avoir créée 29 postes de policiers en 2 ans, équipé 40 agents de tasers et développé les caméras de vidéo-surveillance. Il reproche à Hurmic de reprendre ses mesures (comme la création d'une brigade canine, que le Maire socialiste de Cenon a déjà installée dans sa ville) et veut plus : l'armement de la police municipale, des drones pour surveiller...

Pour répondre à la démagogie d'un Cazenave (LREM) accusant à demi-mot les Mineurs Non accompagnés (MNA) d'y être pour beaucoup dans l'augmentation après le confinement des « faits de délinquance » dans la ville (tapage, agressions verbales ou physiques, rixes, cambriolages, pas le grand banditisme !), Hurmic en a rajouté par un jeu de mots cynique, préférant parler de MMA (Mineurs Mal Accompagnés)...

Tout est bon pour pointer ceux cherchant refuge en France, que les pouvoirs publics, dont ses amis de gauche du Département, jettent en toute illégalité à la rue en fidèles serviteurs de la nouvelle Préfète Buccio, très zélée dans la fermeture de squats !

Face à eux tous, nous nous battons pour donner la force à notre camp social, aux exploités victimes de leur politique et de leur sécuritaire, de rendre les coups, de s'unir pour imposer collectivement la vraie sécurité, celle de l'emploi, du logement, de la protection de nos vies.

Mónica



Député harceleur

Dans son édition du 8 septembre, Médiapart consacre un long article documenté à Benoit Simian, député LREM du Médoc...

En instance de divorce, accusé de harcèlement psychologique à l'égard de son ancienne compagne, il lui est interdit depuis le 3 août, par le juge des affaires familiales, d'approcher l'ancien domicile conjugal.

Une injonction qu'il a violée depuis à de multiples reprises. L'article raconte, photos et témoignage à l'appui, ses multiples venues au domicile et alentours, provoquant l'intervention des flics, les coups de pression et autres violences psychologiques.

Le même triste sire était il y a peu cosignataire de la proposition de loi sur les violences conjugales et faisait la tournée des écoles pour parler de « *l'égalité entre les hommes et les femmes* »...

Il y a quelques années, il s'était invité à une journée de soutien aux salariés de Ford Blanquefort en lutte. Provoquant des réactions de colère d'ouvriers et de militants refusant de laisser parader un représentant du gouvernement et des patrons, il avait courageusement fui sous les sifflets...

Un même mépris des femmes et des travailleurs.

I.U.

Le 24 octobre, à Cenon, le NPA33 invite au débat Réservez votre journée !

Epidémie et mesures de protection obligent, la fête annuelle du NPA33 sera forcément différente cette année.

Si nous allons devoir la réduire fortement, nous souhaitons qu'elle permette aux révolutionnaires, aux anticapitalistes, à toutes celles et ceux qui veulent changer le monde de venir échanger et débattre tout au long de cette journée.

Le programme n'est pas complètement arrêté à l'heure où nous écrivons, mais nous y débattons de la situation sociale et politique, de ce qu'elle change pour nos luttes et nos perspectives ; de quelle riposte du monde du travail face aux licenciements ; quelles perspectives pour la jeunesse pour construire un autre avenir.

Le programme détaillé sera sur notre site www.npa33.org et notre FB <https://www.facebook.com/NPA-Bordeaux-592513090825388>

Réservez votre journée, parlez-en autour de vous... et rendez-vous le samedi 24 octobre à Cenon.

Port du masque, gestes barrières et distances seront respectés... cela va sans dire.

80 ans après l'assassinat de Trotsky, l'actualité de son combat pour les révolutionnaires d'aujourd'hui

Parmi les débats organisés par le NPA 33 le 24 octobre, il nous semble utile de revenir sur les apports de l'œuvre, du combat et de la vie de Trotsky pour discuter de nos tâches militantes actuelles.

L'expérience du mouvement ouvrier de cette époque, qui avait été jusqu'à la prise de pouvoir d'Octobre 17, comme l'expérience de militants comme Trotsky dont toute la trajectoire fut marquée par sa détermination à aider les masses ouvrières à s'organiser, construire leur propre parti révolutionnaire, pour mener leur lutte des classes, restent indispensables pour les militant-e-s révolutionnaires d'aujourd'hui.

La crise sanitaire est venue accélérer la crise économique et sociale dans laquelle le capitalisme est empêtré depuis 2008, ainsi que les tensions géopolitiques entre de nombreux Etats, bien décidés à faire payer la récession aux jeunes et aux travailleurs. Une situation marquée par un retour sur la scène politique internationale des luttes du monde du travail, y compris de ses franges précaires, en quête d'une alternative politique.

Dans le cadre de la mondialisation capitaliste, la théorie internationaliste de la



Il y a 80 ans, le 20 août 1940, Léon Trotsky était assassiné dans sa maison de Coyoacán au Mexique, par Ramón Mercader, agent du régime stalinien.

Après l'avoir calomnié, exilé et pourchassé, la bureaucratie au pouvoir en Union soviétique faisait le calcul froid de l'assassinat comme méthode politique, pour en finir avec celui qu'elle voyait comme une menace pour sa propre survie.

En effet, alors que le monde se dirigeait vers une Seconde Guerre Mondiale, qui pourrait générer un mécontentement au sein de la classe ouvrière et une crise entre les communistes à l'échelle internationale, Trotsky, resté fidèle au combat pour une révolution démocratique et internationaliste, représentait un danger aussi bien pour la bureaucratie de Moscou qui avait trahi la révolution d'Octobre 17, que pour les gouvernements impérialistes qui plongeaient le monde dans la guerre la plus destructrice de l'histoire.

révolution permanente formulée par Trotsky est devenue d'une actualité brûlante : « *La révolution socialiste commence sur le terrain national, se développe sur l'arène internationale et s'achève sur l'arène mondiale. Ainsi la révolution socialiste devient permanente au sens nouveau et le plus large du terme : elle ne s'achève que dans le triomphe définitif de la nouvelle société sur toute notre planète* ».

Face à la débâcle de l'économie mondiale, nous faisons nôtre la préoccupation qui guidait le *Programme de transition* qu'il avait écrit en 1938 « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste* ». Un programme dont la méthode et beaucoup de ses mots d'ordre comme « *l'ouverture des livres de compte* », « *l'abolition du secret commercial* », le « *contrôle ouvrier de la production* » restent d'actualité pour agir dans les luttes d'aujourd'hui dans une perspective anticapitaliste et révolutionnaire, vers le pouvoir des travailleurs...

Des mots d'ordre... et toute une méthode militante qu'il s'agit de s'approprier, faire vivre, pour construire des partis et une internationale révolutionnaires qui puissent faire face à la situation de renouveau de la lutte des classes.

Ces débats traversent l'ensemble des courants du trotskysme, ainsi que le NPA qui engage un débat sur son orientation et l'avenir de l'organisation. Nous avons besoin d'échanges démocratiques entre les courants du marxisme révolutionnaire,

une étape importante pour dépasser les tensions, risques d'implosion ou de repli, et au contraire, avancer vers une organisation en capacité d'intervenir dans les événements à venir.

Face à une autre crise, au moment de créer la IV^{ème} internationale, Trotsky avait cette formulation : « *Maintenant, qu'est le Parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion est une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est le programme du Parti.* »

Mener cette discussion, la plus ouverte, sans sectarisme, sur « *une compréhension commune des événements et des tâches* », c'est bien ce que nous voulons engager en proposant ce débat. Il nous paraît indispensable pour toutes celles et ceux qui veulent que les courants révolutionnaires deviennent des forces actives de la lutte des classes, autour d'un programme pour répondre à l'urgence sociale, démocratique et environnementale, un programme porteur d'une transformation révolutionnaire de la société.

Kenza et François

A lire

Texaco et pourtant nous vaincrons

BD de Sophie Tardy-Joubert, Pablo Fajardo, Damien Roudeau

La multinationale Texaco (Chevron aujourd'hui) a exploité le pétrole en Amazonie équatorienne pendant plus de 20 ans. En 1992, elle a quitté le pays laissant derrière elle la plus grande catastrophe écologique et humaine dont les premières victimes sont les populations, les travailleurs de l'industrie pétrolière, la faune et la flore. C'est un bilan macabre : une surmortalité et une pollution représentant 3000 fois celle de L'Erika.

Cette BD raconte l'histoire de Pablo Fajardo, un jeune ouvrier équatorien. Il prend des cours du soir, découvre les penseurs de la lutte sociale et prend conscience de sa condition. Chez Texaco, il découvre l'ampleur de la catastrophe et se lie à la population. Pour être représenté par un des leurs, ses études sont financées collectivement. Il devient l'avocat principal des 30 000



« *afectados* », 10 ans après la 1^{ère} plainte en 1993 pour demander réparation.

Mais l'ennemi est coriace et la lutte acharnée et longue. Texaco entretient

des liens étroits avec le gouvernement. En 1996, l'Etat équatorien corrompu a déchargé Texaco de toute responsabilité puis s'est engagé à ne jamais la poursuivre en justice. En 2011, après des années de lutte, Chevron est condamné à payer 9 milliards de dollars.

Insupportable pour elle. Après avoir fait traîner, tous les moyens légaux ou non sont employés pour s'assurer une impunité totale avec la complicité d'autres Etats. En 2018, la cour permanente d'arbitrage a donné raison à Chevron.

La vie de Pablo est indissociable de son combat et de ses compagnons de lutte. « *Après 25 ans de combat, je commence à penser que la justice est un conte, une belle histoire que l'on raconte aux enfants* ».

Corinne

Black Lives Matter

Le renouveau de la révolte noire américaine

de Keeanga-Yamahtta Taylor (Ed. Agone, 24 €, existe aussi en e-pub)



Ce livre vivant et argumenté, écrit par une militante trotskiste afro-américaine, est d'une brûlante actualité. Paru en 2017, il analyse la renaissance du mouvement noir aux Etats-Unis incarné par « Black Lives Matter » né à Ferguson des émeutes provoquées par le meurtre du jeune Michael Brown par un policier blanc en 2014.

K-Y Taylor se demande pourquoi cette mobilisation contre les violences policières envers les Noirs est née précisément pendant la présidence du premier président noir, Barack Obama, censé incarner une Amérique « *post-raciale* », « *indifférente à la race* ».

Cette contradiction s'inscrit dans l'histoire de la fondation des Etats-Unis, quand le pays de la

tout autant que du Parti démocrate, sous prétexte de « *guerre contre la drogue* », « *contre la délinquance* », avec des politiques sécuritaires conduisant à une criminalisation et incarcération massive d'afro-américains. La politique du démocrate Clinton a triplé le nombre d'incarcérations de noirs aux Etats-Unis, affichant depuis le taux le plus élevé du monde.

Aujourd'hui, au cœur du nouveau mouvement noir, radical, indépendant, en profonde rupture avec le mouvement des droits civiques intégré aux institutions, BLM est devenu un cri de ralliement repris dans toute l'Amérique et dont l'écho résonne partout dans le monde. Il s'inscrit dans les révoltes et les luttes contre la domination du capitalisme mondialisé et des multinationales, contre les inégalités, les injustices, le racisme. Sa politisation et sa radicalisation sont en grande partie dus à l'entrée en lutte d'une génération de jeunes femmes noires, force centrale du mouvement.

L'auteure conclut très consciemment : « *Notre défi consistera à relier la lutte actuelle contre la terreur policière dans nos quartiers à un mouvement bien plus large visant à transformer le pays de telle sorte qu'on n'ait plus besoin de la police pour répondre aux conséquences des inégalités.* »

C. Héraud

liberté reposait sur l'esclavage et le massacre des indiens. « *Race et racisme ont constitué le ciment des Etats-Unis* ».

Le mouvement noir pour les droits civiques des années 60 avait imposé le droit pour la population noire à sa part de prospérité, la reconnaissance d'une liberté et d'une égalité formelles. Sans autre perspectives qu'institutionnelles, il s'est ensuivi l'intégration d'une bourgeoisie et petite-bourgeoise noires qui, comme Obama, n'ont pas réglé mais creusé et justifié la question de la misère et des inégalités envers les noirs pauvres.

Les violences policières contre les noirs se sont enracinées durant des décennies dans les politiques menées par les dirigeants du Parti républicain



SOUSCRIPTION 2020 DU NPA

<https://souscription.npa2009.org/>